Bulletin Amades

Anthropologie Médicale Appliquée au Développement Et
à la Santé

68 | 2006
68

Droit et images, retour sur une décision

Bernard Taverne

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/amades/360>

DOI : 10.4000/amades.360

ISSN : 2102-5975

Éditeur

Association Amades

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

ISSN : 1257-0222

Référence électronique

Bernard Taverne, « Droit et images, retour sur une décision », *Bulletin Amades* [En ligne], 68 | 2006, mis en ligne le 04 février 2009, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/amades/360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amades.360>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Droit et images, retour sur une décision

Bernard Taverne

- 1 En janvier 2006, Marc Egrot et moi-même avons pris la décision de ne pas nous engager dans l'édition d'un DVD regroupant les documents vidéographiques présentés lors du colloque co-organisé par l'AMADES en mars 2005, à Ascona, sur le thème *Prévoir et prédire la maladie. De la divination au pronostic : savoirs, pratiques, techniques*.
- 2 A l'occasion de cette rencontre, une session avaient été organisée autour de la présentation par leurs auteurs de documents audiovisuels, cela avait conduit à la projection de vidéographies et diapositives par sept auteurs¹. Ces documents présentaient des situations variées (consultations individuelles, manifestations collectives) au cours desquelles sont mises en oeuvre des procédés divinatoires divers, des descriptions fines de techniques, des entretiens avec des personnes qui réalisent des divinations lors de pratiques thérapeutiques, en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire) et en Europe (France, Serbie). Les documents présentés étaient assez disparates quant aux qualités techniques et niveaux d'écriture, allant de simples rushes à des films montés, sous-titrés, sonorisés. Vertus de l'image, quelle que fut la qualité de la forme, ces documents ont constitué de bons supports à des commentaires et discussions riches.
- 3 Dans l'élan de la rencontre, et la perspective qu'un ouvrage soit produit à partir d'une sélection des principales communications orales, il avait été évoqué la possibilité de regrouper les documents audiovisuels sur un DVD, annexé à l'ouvrage. La disparité dans la qualité et le degré d'élaboration de ces documents soulevait sûrement des difficultés techniques afin de les harmoniser. Ce ne sont pourtant pas ces aspects là qui nous ont conduits à renoncer à ce projet mais des interrogations sur les droits de diffusion des images ; non pas les droits des auteurs, qui dans le cas présents étaient tous consentants, mais ce qui est désigné dans le droit français comme "le droit des tiers sur les images qui les représentent", ou "droits de la personne sur son image", ou encore "droits de la personne sur la propriété de son image".

- 4 La prise en compte de cette dimension semble assez récente dans notre discipline, en France. Pourtant, la question du consentement des personnes filmées quant à la diffusion publique des images se pose avec une acuité sans cesse croissante, et pas seulement dans le monde des documentalistes². Notre collègue Jean-François Werner (IRD) est actuellement l'objet d'une poursuite en justice au Sénégal par une informatrice pour deux photographies publiées dans un ouvrage³ il y a plus de 10 ans, sans son accord écrit mais avec seulement son accord oral (cf. Werner J.-F. *L'ethnologue, son informatrice et l'avocat*, Apéro de l'AMADES, Marseille, 29 avril 2005).
- 5 Sans pour autant toujours aboutir à des actions en justice, force est de reconnaître que les personnes filmées attachent de plus en plus d'importance aux usages qui pourront être faits des images et aux conditions de diffusion de celles-ci. Et cette préoccupation se retrouve exprimée jusque dans des villages supposés « loin » des influences médiatiques. Lors des enquêtes que je menais en milieu rural au Burkina Faso entre 1993 et 1999, des rumeurs étaient propagées par certains villageois affirmant qu'avec mes films j'allais « industrialiser les traditions, et gagner beaucoup d'argent, car les films ça vaut beaucoup dans leur pays ». Il y avait bien sûr un fond de médisance dans le propos diffusé par des personnes avec lesquelles je n'avais pas nécessairement des relations amicales ; néanmoins j'ai dû plus d'une fois démentir cette affirmation, et préciser que mes films n'auraient pas d'autres usages que des diffusions restreintes, professionnelles, et qu'en tout cas, bien rares étaient les ethnologues qui parvenaient à « gagner de l'argent » avec leurs films. C'est dans ce contexte que j'ai pu filmer des consultations divinatoires et des commentaires de techniques par des devins eux-mêmes. Comme cela est arrivé aussi à bien d'autres collègues, j'ai été également plusieurs fois invité à filmer des événements familiaux ou villageois (funérailles, fêtes, pêches collectives, etc.) ; ces films furent plusieurs fois visionnés sur l'unique télévision du village, alimentée par un petit groupe électrogène appartenant au directeur de l'école. Ces moments constituaient des petits événements collectifs rassemblant rapidement une centaine de personnes. Si j'avais bel et bien été invité à filmer, les images n'étaient clairement pas destinées à être diffusées sur la chaîne nationale.
- 6 C'est précisément en prévision d'une possible diffusion publique qu'émerge la question des droits de publication des images des personnes filmées. Cette question se pose à deux niveaux : 1/ celui du droit et d'éventuelles implications juridiques (même si elles sont peu rares), et 2/ celui de la confiance accordée à l'ethnologue par les personnes filmées, dès lors qu'il ne leur a pas été explicitement annoncé que les images pourraient être l'objet d'une diffusion publique. La diffusion des DVD est telle dans les pays d'Afrique de l'Ouest actuellement (notamment à travers des copies illégales) qu'il est possible que les villageois filmés apprennent que circulent des images les concernant, ou que ces images soient tout ou partie reprises par des télévisions nationales pas toujours scrupuleuses sur la question des droits de diffusion.
- 7 Si nombre d'individus se plaignent des usages possibles de leur image et expriment leur inquiétude « de se retrouver dans un journal » à travers une image dont ils considèrent qu'elle ne les valorise pas (la crainte d'un voyeurisme exotisant), d'autres situent clairement leur propos dans le domaine d'un discours plus politique – voire idéologique – dénonciateur d'une nouvelle forme d'exploitation du Sud par le Nord (à travers la plus-value que prend l'image donnée ou volée au Sud une fois qu'elle est entrée dans le circuit commercial international, autrement dit du Nord). Bref, seuls les gens du Sud seraient habilités à produire les images du Sud.

- 8 Avant de prendre la décision de ne pas éditer le DVD, nous avons sollicité le point de vue des auteurs des communications d'Ascona, et leur avons demandé s'ils détenaient une forme d'accord de publication des images de la part des personnes filmées. Aucun d'entre nous ne possède un consentement écrit ; les propos de Véronique Duchesne résume bien la situation : « je travaille avec ma caméra depuis le début de mes recherches [plus de 10 ans] et à chaque fois que je filme, j'ai l'accord de ceux que je filme (on me sollicite même parfois pour cela) ; je n'évoque pas pour autant avec eux une publication ou diffusion (qui de toute façon reste très restreinte habituellement) ; je pense qu'ils me font confiance quant à l'utilisation de leur "image" ». Existe-t-il des ethnologues en France qui à ce jour ont travaillé différemment ? Nous sommes nombreux à avoir considéré jusqu'à présent qu'un accord tacite, voire une invitation tenait lieu de consentement. Mais si consentement il y a, il est bien sur le fait de filmer ou de photographier, mais pas nécessairement de diffuser les images.
- 9 Néanmoins, il semble que la tendance actuelle est d'obtenir le consentement écrit de diffusion des images par les personnes photographiées ou filmées, en particulier lorsque la prise de vue se fait dans un espace privé (ce qui est souvent le cas pour les ethnologues). Plusieurs des ethnologues consultés ont déjà mis en œuvre cette mesure de consentement des personnes et arpentent le terrain avec leur formulaire en poche.
- 10 Dans le contexte actuel d'incertitude sur le statut juridique de l'image, de la judiciarisation croissante des questions relatives aux droits de diffusion, mais aussi de crainte que nos informateurs en découvrant l'existence du DVD y trouvent la confirmation de leur crainte initiale, et malgré la réprobation gentille de nos collègues, il nous a semblé sage de ne pas nous engager dans l'édition du DVD. Néanmoins le débat est loin d'être clos. Quelle est la pertinence et la faisabilité d'une demande de consentement ? Des questions de méthode et d'éthique de la recherche sont ici ouvertes. Quel est votre point de vue ?

NOTES

1. La divination en image (par ordre de présentation) 1/ Bernard Taverne (IRD) : L'enfant médium dans une technique divinatoire d'inspiration islamique observée en pays Mossi au Burkina Faso ; 2/ Véronique Duchesne (CNRS) : Au pays où danse le Kaolin ; 3/ Marc Egrot (CNRS-Université Marc Bloch, Strasbourg) : Prédire la maladie en pays mossi avec la divination par la souris ; 4/ Chiara Alfieri (Università di Genova) : Notes sur la divination féminine par le placenta chez les Bobo (Burkina Faso) ; 5/ Maria Vivod (Université Marc Bloch, Strasbourg) : Biljana – la femme guérisseuse (Vojvodine) ; 6/ Claudie Haxaire (Université de Brest) : Lire, entendre, voir : modalités de la communication avec l'invisible et pouvoirs en pays Gouro (RCI) ; 7/ Clémentine Raineau (Université de Rouen) : Corps repliés, corps inversés : visions thérapeutiques d'une « médium du corps » auvergnate (France)

2. Cf. par exemple la polémique autour du film *Etre et avoir* de Nicolas Philibert, 2002 (http://www.cinemovies.fr/news_fiche.php?IDtitreactu=1311 ; <http://www.france5.fr/asi/006052/9/98891.cfm>)

3. Werner J.-F. Marges, sexe et drogues à Dakar. Enquête ethnographique. Karthala-Orstom, Paris, 1993, 292 p.